

MAIN BASSE SUR LA PRESSE -6-

12 août 1976 : la nouvelle a filtré que «France-Soir», transitoirement vendu à Winkler par Hachette, va en réalité tomber entre les mains d'Hersant. Un homme se précipite : Perdriel. Cet ancien industriel, depuis plusieurs années, exerce ses talents de gestionnaire à la tête du «Nouvel Observateur». Les résultats financiers n'y sont pas mauvais, loin s'en faut : il suffit de feuilleter une édition de l'hebdomadaire pour se faire une idée de ce que doit représenter sa publicité ; en 1975, le chiffre d'affaires était de sept milliards huit cent cinquante millions anciens. Aussi monsieur Perdriel se déclare-t-il prêt à payer quatre cent soixante quinze millions, le prix de la moitié des actions qu'Hersant est en train d'acquérir.

VERS UN QUOTIDIEN DU PS UN DE CES MATINS, À PARIS

L'opération «France Soir» a échoué pour le PDG du «Nouvel Observateur» ; en fait, il semble bien que la vente à Hersant était décidée dès le moment où Winkler assurait l'intérim. Mais les projets de Perdriel ne s'arrêtent pas pour autant : après ceux de «Paris Normandie» et du «Figaro», de nombreux rédacteurs de «France Soir» s'apprentent à s'en aller. Désormais, sur le marché, il y a une quantité de journalistes sans journal, opposés aux entreprises de la «majorité» en vue du contrôle de la presse quotidienne. Avec ceux-là, il est possible, au plan rédactionnel, d'envisager la sortie d'un autre journal.

PRÉPARER 78

C'est ce qui se fait : une équipe des démissionnaires de «France Soir», embauchée, se met aussitôt au travail. Pour quoi faire ? La lettre circulaire, envoyée par Perdriel à tous les lecteurs de son hebdomadaire, le dit nettement : «Les puissances d'argent savent qu'en 1978, la victoire peut se jouer à quelques voix près... La riposte doit être à la mesure du danger : nous avons décidé de lancer un Grand Quotidien de Gauche».

Depuis, le titre de ce nouveau journal est connu : ce sera «Le Matin de Paris». Son financement aussi : un crédit de 1 million et demi (nouveau) est dégagé sur les fonds du «Nouvel Observateur». Récemment, une rallonge de cinq millions nouveaux a été obtenue du conseil d'administration, malgré de fortes réticences des journalistes. Le reste doit

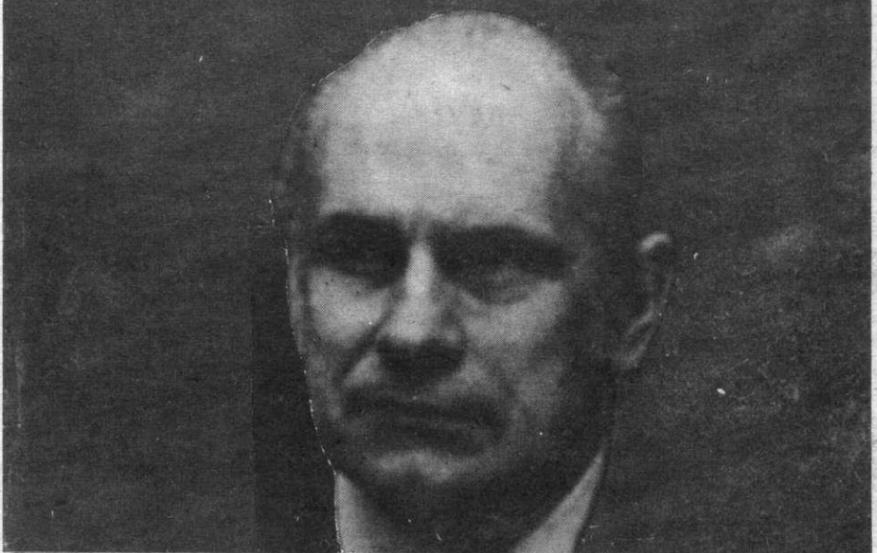
être fourni par la souscription des lecteurs du «Nouvel Observateur» : «Des sympathisants nous ont déjà envoyé des sommes qui vont de 10 F ou 20 F à 500 F ou 1000 F. La majorité se situant entre 50 et 250 F». (Ce qui, pour le public de cet hebdomadaire, est bien le moins). L'objectif total est d'une somme de départ d'un milliard ancien ; ce qui n'a rien d'extraordinaire, vu qu'il ne manque, en souscription que 300 millions pour 340 000 lecteurs (dont 170 000 abonnés).

HOMMES DU P.S. POUR UN JOURNAL SANS PARTI

Mais de quelle «gauche» s'agit-il ? Tout le monde l'aura compris : du parti socialiste. L'orientation du «Nouvel Observateur» aujourd'hui en fait déjà foi. L'équipe de direction du futur quotidien telle qu'elle se dessine aux dernières nouvelles, le confirme. PDG, Perdriel (membre du PS) ; autres administrateurs : Philippe Viannay (PS) directeur du centre de formation des journalistes, et un autre dirigeant de «l'Observateur». Rédacteur en chef : Colombani (PS) ancien de la rédaction de «France Soir».

Martinet, fondateur du «Nouvel Observateur», membre de la direction du PS, assurera les liens entre les deux sociétés du «Nouvel Observateur» et du «Matin de Paris» : une cheville ouvrière, en somme. D'autant plus que Martinet disposerait du titre de «rédacteur conseiller» : c'est-à-dire que, sans écrire, il surveillerait le contenu du futur journal.

LE NOUVEL Observateur



Gilles Martinet dirigeant du PS, fondateur du «Nouvel Observateur», quel rôle jouera-t-il au Matin de Paris.

EMBAUCHE TOUS AZIMUTHS

Pour autant, l'ensemble des rédacteurs ne seront pas forcément membres du parti socialiste. Les bruits les plus variés circulent à ce sujet. On a parlé tantôt d'une équipe de 150 journalistes, tantôt de 50 à 60. On a dit que 600 candidatures seraient déjà parvenues. 20 à 30 journalistes du «Monde» auraient été sollicités, et auraient tous refusé. Pour le service politique, Perdriel embaucherait Paul Evelin, de «l'Express» (actuellement en difficulté), Guy Claisse d'Europe n° 1, Michèle Cotta, chef du service politique de Radio-France.

Ces noms peuvent surprendre : on retrouve là certains de ceux qui ont assuré, des années durant, la besogne des équipes réactionnaires au pouvoir. Mais, ce n'est pas seulement dans les ministères qu'un grand mouvement d'adhésions au PS est en train de se produire. Certaines rédactions sont aussi touchées. Le mouvement aurait été particulièrement net, depuis 6 mois, parmi les journalistes d'Antenne 2 et d'Europe N° 1.

QUEL MATIN DE PARIS ?

On le voit, les conditions favorables ne manquent pas pour le lancement du

nouveau quotidien qui, sans le dire, sera celui du parti socialiste ; quitte à ce que le petit «Quotidien de Paris», qui a quelque temps joué plus ou moins ce rôle, fasse les frais de l'opération. Au point que, depuis quelques temps, celui-ci met l'accent sur son caractère indépendant en vue de conserver une frange de lecteurs que ne satisfait pas une trop nette orientation «à gauche».

Alors, à quand le quotidien socialiste ? Sur le plan technique, le matériel est acheté pour la composition ; coût : 1 million de francs (nouveaux) ; le responsable technique est trouvé : un membre du PS, encore, qui avait des responsabilités techniques à «l'Auto-Journal» (groupe Hersant). Mais, l'équipement ne sera pas livré avant le 15 février. Quant au tirage, diverses imprimeries ont été envisagées. Des négociations ont eu lieu avec «Le Monde», qui n'ont pas abouti jusqu'ici. Il avait été question un moment d'une entreprise dont le patron, encore un membre du PS, refuse tout syndicat, tout comité d'entreprise, et n'applique pas les conventions collectives du Livre. Mais cela aurait vraiment été un peu gros pour le Grand Quotidien de Gauche. La date vient juste d'être rendue publique : ce sera le 28 février. Juste pour les municipales.

«L'HUMANITÉ» : PEAU NEUVE, VIEUX OS

Une centaine de milliers d'exemplaires : c'est à peu près le chiffre auquel doit se vendre «l'Humanité», qui affirme tirer à 180 000. Pour 400 000 adhérents, cela ne fait pas lourd. Très exactement, cela signifie qu'au moins trois militants sur quatre ne lisent pas le quotidien de leur parti. Comme l'avoue Roland Leroy : «De très nombreux membres du parti sont privés de son expression quotidienne, ne lisent pas «l'Humanité». Pour essayer de transformer la situation, «l'Humanité» a essayé de se renouveler. La tentative ne donne pas grand-chose.

«Pas de formule-miracle» : voilà ce que disait Roland Leroy, directeur politique de «l'Humanité», peu avant la parution de sa nouvelle présentation. Effectivement, les transformations subies, au vu du résultat, n'ont rien de sensationnel ; à peine de quoi susciter, l'espace d'un jour, un mouvement de curiosité vite retombé dans les entreprises. Une mise en page incontestablement plus claire — mais «l'Humanité» était, de tous les journaux parisiens, de loin le plus fouillis — et qui fait vaguement ressembler sa première page à celle du «Figaro» ; un «éditorial» pour chaque rubrique du journal, qui balise pesamment les positions révisionnistes sur chaque aspect de l'actualité. L'apparition d'un carré «luttons», réduit à peu de chose. Voilà pour les changements. La faucille et le marteau, désormais en grisé, est un peu moins visible ; mais, à la différence de «l'Unita» en Italie, elle est toujours présente.

Pourquoi donc tout ce temps à faire paraître cette «Humanité» réformée (on en parlait depuis l'automne dernier) ? Pourquoi, pendant les quatre mois qui ont séparé la décision de son application, un tel silence dans les colonnes du journal sur ce

qu'il allait devenir ? L'interview de Roland Leroy à «France Nouvelle», en date du 17 janvier, permet de le deviner.

«Parler d'«Humanité» renouvelée, c'est souligner que notre démarche n'est pas de contredire ce que «l'Humanité» a été jusque là, mais de faire mieux de «l'Humanité» ce qu'elle a toujours cherché à être». Alors, changement ? Continuité ? «Nous avons fait, pour préparer ce renouvellement, des dizaines de réunions... Beaucoup de questions ont été soulevées». Beaucoup de désaccords, en réalité, sont apparus. Et notamment parmi certains des rédacteurs les plus connus du journal. Nombre d'entre eux, semble-t-il, se seraient fort bien satisfaits du maintien de l'ancienne formule.

Et puis, la définition de la nouvelle n'a pas dû être facile, «il s'agit d'allier l'intervention quotidienne sur les questions quotidiennes, la révélation brûlante ou l'information générale à l'explication plus fondamentale». Projet ambitieux de monsieur Leroy. Mais, entre ces deux pôles, se trouve justement la contradiction politique que le PCF avait à résoudre : ou bien s'aligner sur une presse du genre de «France-Soir», en tâchant de lui disputer un vaste public populaire ; ou bien faire une espèce de «Figaro» révisionniste, plus destiné aux cadres, que le XXII^e congrès a désignés comme la cible privilégiée.

A l'heure où cette politique n'a pas donné de résultats probants, où la nécessité se fait jour d'essayer de maintenir l'influence révisionniste dans la classe ouvrière, le choix était difficile. Pas étonnant, en définitive, que peu de choses aient changé : l'immobilisme était le moyen d'éviter la contradiction posée par la vie.

Le 12 février



MUNICIPALES
EXIGENCES
DU P.S.
NON
CONFORMES

ORGANE CENTRAL DU
l'Humanité
PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

1 8 9

L'AFFAIRE
DE BRONCHI
Un scandale
financier
à l'origine
du

l'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

Espagne
PAS DE LIBERTÉ

MISE EN SCÈNE

5 francs 50 minimum
MERCREDI
28 DEC. 1976
100 pages
5, rue de Valenciennes
Paris 11^e arrondissement
TÉL. 34.22.82